

<https://snetap-fsu.fr/Plan-violence-a-l-ecole-la-suppression-des-allocations-familiales-hors-sujet.html>



Plan violence à l'école : la suppression des allocations familiales, hors-sujet !

- Les Dossiers - Vie fédérale -



Date de mise en ligne : mardi 22 janvier 2019

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Depuis 3 mois le gouvernement annonce au compte goutte des mesures censées lutter contre les violences scolaires.

La dernière en date qui envisage de **pouvoir supprimer les allocations familiales à certains parents confirme que le gouvernement est une fois de plus hors sujet**. Il ne s'agit là que de reprendre une vieille antienne déjà mise en oeuvre par le passé sur l'absentéisme et qui a fait la preuve de son inefficacité.

Inopérante et injuste cette mesure n'aurait comme seule conséquence que de précariser encore plus certaines familles et d'accroître le sentiment d'injustice de ces élèves. Il serait en effet simpliste de supposer que les élèves commettant des actes violents ne le feront plus parce que les allocations familiales seront supprimées à leurs parents. C'est bien en travaillant au quotidien avec les élèves et leur famille, dans une démarche constructive et sans disqualifier ni les parents ni les élèves que l'école pourra créer un climat scolaire serein.

L'école de la confiance c'est d'abord et avant tout ne pas partir du postulat que les parents sont déresponsabilisés et qu'il faudrait par conséquent les punir. Cette mesure envisagée est d'autant plus inique qu'elle ne concernerait que certaines familles : doit-on comprendre que le ministre considère que les enfants issus de milieux favorisés ne peuvent se rendre coupable de violences ?

Par ailleurs, elle octroie aux professionnels de l'Éducation Nationale un **rôle de juge qui n'est pas le leur** et dont ils ne veulent absolument pas. Les assistant-e-s de service social scolaires ne peuvent à la fois être dans une approche d'accompagnement, de bienveillance et de prévention à l'égard des élèves et de leur famille et à la fois en position de mettre en oeuvre une telle mesure visant à précariser et fragiliser encore plus de nombreuses familles.

Le travail social n'est pas et ne doit pas devenir un outil de contrôle social visant à exonérer notre institution et notre société d'un nécessaire questionnement sur la violence générée par ses inégalités et ses injustices.

Le SNUASFP FSU s'oppose fermement à cette logique répressive et réaffirme que les réponses adaptées et efficaces se trouvent dans la prévention et l'accompagnement de chacun vers la réussite. La violence possède des racines complexes et multi-factorielles, elle nécessite par conséquent un véritable engagement politique à investir les questions de l'enfance et de l'adolescence. Cet engagement ne passera ni par le fait de mettre à genoux des élèves ni par le fait de sanctionner les parents n'ayant pas mis d'eux-même leurs enfants à genoux. L'école de la confiance ne se décrète pas, elle se gagne à travers une relation sereine et constructive avec chacun-e de ses acteurs.